

Treizième session
Genève, 6-10 mars 2006
Point 7 de l'ordre du jour
Restes explosifs de guerre

Groupe de travail sur les restes explosifs de guerre

**RAPPORT SUR LES RÉPONSES DES ÉTATS PARTIES AU QUESTIONNAIRE SUR
LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE ET LES RESTES EXPLOSIFS DE
GUERRE (DOCUMENT CCW/GGE/X/WG.1/WP.2, DATÉ DU 8 MARS 2005)¹**

Document établi par l'Asia Pacific Centre for Military Law, de l'Université
de Melbourne, (Australie), et présenté à la demande du Coordonnateur
pour les restes explosifs de guerre

INTRODUCTION²

¹ Établi par le professeur Tim McCormack sur la base des documents présentés et des transcriptions d'interventions faites oralement par les États parties, au 13 janvier 2006, en réponse au questionnaire établi par l'Australie, le Canada, les États-Unis d'Amérique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse, en consultation avec le Comité international de la Croix-Rouge.

² L'Asia Pacific Centre for Military Law, qui relève de la faculté de droit de l'Université de Melbourne, a établi le présent rapport à l'invitation du Ministère australien de la défense. Le Centre a accepté avec plaisir cette invitation, car il a à cœur d'apporter au Groupe d'experts gouvernementaux tous concours appropriés. Il est très reconnaissant au Ministère de son appui et de son soutien financier, comme de la liberté que celui-ci lui a donnée de développer en toute indépendance ses idées sur les réponses au questionnaire. Il importe donc de rappeler, dans la mesure où le Centre apporte ici sa propre analyse, que les vues exprimées dans le présent rapport ne sont pas nécessairement celles du Gouvernement australien.

Un projet de rapport a été soumis au Centre international de déminage humanitaire de Genève, qui l'a examiné et a fait à son sujet des observations dont le Centre lui est reconnaissant. Le rapport final ne reflète pas nécessairement les vues du Centre international de déminage humanitaire, qui se réserve le droit de faire ultérieurement à son sujet des observations et une analyse critique.

Démarche en trois étapes suggérée par le Coordonnateur pour la question des restes explosifs de guerre

1. Dans une note datée du 8 mars 2004, adressée au Groupe d'experts gouvernementaux des États parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination³, le Coordonnateur pour la question des restes explosifs de guerre a suggéré au Groupe de suivre une démarche en trois étapes dans ses travaux afin de ménager aux États parties la possibilité d'examiner l'application des principes existants du droit international humanitaire en ce qui concerne l'emploi de munitions qui risquent de devenir des restes explosifs de guerre.

2. Cette démarche a été suggérée en raison d'un manque manifeste de consensus entre États participants au sujet des principes du droit international humanitaire qui s'appliqueraient aux différentes phases des opérations militaires, c'est-à-dire à la planification, à l'acquisition d'objectifs, au choix des armes et à leur emploi. Étant donné que les restes explosifs de guerre posent un problème humanitaire considérable – en particulier pour la population civile après la cessation des hostilités –, il a été jugé important de déterminer si les règles existantes du droit international humanitaire offrent ou non une protection adéquate.

Note concernant les auteurs:

Timothy McCormack est professeur de droit international humanitaire (chaire financée par la Croix-Rouge australienne) et Directeur de l'Asia Pacific Centre for Military Law, qui relève de la faculté de droit de l'Université de Melbourne. Il fait aussi fonction d'*amicus curiae* pour les questions de droit international auprès des magistrats de la Chambre de première instance III, du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye, dans le procès de Slobodan Milošević. En outre, il a participé à plusieurs conférences d'examen de la Convention sur certaines armes classiques et à d'autres réunions intersessions des groupes de travail établis dans le cadre de la Convention.

Paramdeep Mtharu prépare sa maîtrise de droit à la faculté de droit de l'Université de Melbourne. Elle a terminé avec succès les modules «Limitation des armements et désarmement», «Droit international humanitaire», «Droit pénal international» et «Droit international et emploi de la force». Elle est également assistante de recherche à l'Asia Pacific Centre for Military Law.

Sarah Finnin prépare son doctorat à la faculté de droit de l'Université de Melbourne et est assistante de recherche principale à l'Asia Pacific Centre for Military Law. Elle a travaillé pendant deux semestres comme assistante de recherche à Washington D.C. pour le major Dan Mori, avocat militaire désigné par les États-Unis pour défendre David Hicks, Australien détenu à Guantánamo Bay, dont la Commission militaire des États-Unis a décidé qu'il comparaitrait en justice.

³ Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (et Protocoles I, II et III), ouverte à la signature le 10 octobre 1980 (Recueil des traités des Nations Unies, vol. 1342, p. 137) (entrée en vigueur le 2 décembre 1983).

3. En un premier temps, il s'agirait de repérer les principes du droit international humanitaire qui s'appliqueraient aux restes explosifs de guerre. En un deuxième temps, il faudrait établir l'état actuel de leur application par les divers États parties. En un troisième temps, sur la base de ce repérage et de cet état, le Groupe d'experts gouvernementaux se pencherait sur le point de savoir si les mécanismes d'application nationaux satisfont aux exigences du droit international humanitaire. Le Coordonnateur comptait que cela aiderait le Groupe d'experts gouvernementaux à déterminer si de nouvelles mesures sont nécessaires pour juguler le problème des restes explosifs de guerre.

Le questionnaire sur le droit international humanitaire et les restes explosifs de guerre

4. Afin d'aider le Coordonnateur pour la question des restes explosifs de guerre à faire avancer les travaux suivant la démarche en trois étapes, les délégations de l'Australie, du Canada, des États-Unis d'Amérique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse (les «délégations auteurs») ont établi un questionnaire sur le droit international humanitaire et les restes explosifs de guerre en consultation avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Le questionnaire, qui a été publié sous la cote CCW/GGE/X/WG.1/WP.2, a été présenté au Groupe d'experts gouvernementaux le 8 mars 2005.

5. Le questionnaire avait pour but de faciliter les travaux des première et deuxième étapes de la démarche suggérée par le Coordonnateur, en énonçant plusieurs questions que les États souhaiteraient peut-être examiner au cours de la session suivante du Groupe d'experts gouvernementaux. Les questions de la **première partie** devaient permettre au Groupe de recueillir des renseignements sur les principes du droit international humanitaire qui sont jugés applicables à l'emploi des munitions qui risquent de devenir des restes explosifs de guerre. Les États parties y étaient expressément invités à faire savoir s'ils sont liés par des dispositions conventionnelles particulières ou s'ils estiment être liés par la coutume internationale. Dans la **deuxième partie** du questionnaire, les États étaient invités à expliquer les mesures qu'ils ont prises en vue de mettre en œuvre les principes qu'ils jugent applicables aux restes explosifs de guerre et juridiquement contraignants pour eux. Les États y étaient expressément invités à expliquer comment les principes repérés sont appliqués et respectés par leurs forces armées.

Réponses au questionnaire

6. La présente analyse des réponses au questionnaire sur le droit international humanitaire et les restes explosifs de guerre a été établie à l'aide des documents présentés et des transcriptions d'interventions faites oralement pour répondre aux questions posées, qu'avait reçues l'Asia Pacific Centre for Military Law à la date butoir du 26 janvier 2006. À cette date, 33 États parties avaient soumis des réponses au questionnaire.

7. Des réponses écrites ou orales ont été reçues de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, du Bélarus, de la Belgique, du Brésil, du Canada, de la Chine, de la Croatie, du Danemark, de l'Estonie, des États-Unis, de la Fédération de Russie, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, de la Lituanie, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Pakistan, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, de la République tchèque, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse. Pour plus de détails sur les réponses des États, voir l'annexe jointe au présent rapport.

8. Malheureusement, ces 33 déclarants ne constituent qu'un petit échantillon de la centaine d'États qui sont aujourd'hui parties à la Convention. La portée du présent rapport est par conséquent intrinsèquement limitée, du fait que les deux tiers des États parties n'ont pas répondu au questionnaire. Il demeure que l'analyse reflète tout l'éventail des vues et opinions exprimées et des pratiques indiquées dans les réponses reçues. Des tendances générales sont repérées tout au long de l'analyse, qui pourront peut-être donner d'utiles points de départ de nouveaux travaux au sein du Groupe d'experts gouvernementaux.

Structure du rapport

9. Le présent rapport comporte cinq sections, l'introduction étant la première. La section intitulée «Le problème des restes explosifs de guerre» explicite l'expression «restes explosifs de guerre» et les différentes catégories de munitions non explosées qui risquent de rester sur le terrain après la cessation des hostilités. Les sections intitulées «Analyse des données empiriques sur les principes applicables du droit international humanitaire» et «Analyse des données empiriques sur la mise en œuvre des principes applicables du droit international humanitaire», qui font respectivement l'objet des additifs 1 et 2 du présent rapport, en constituent le fond. Ces deux sections suivent la structure du questionnaire envoyé aux États parties, l'additif 1 portant sur la première partie du questionnaire, relative aux principes du droit international humanitaire qui s'appliqueraient aux restes explosifs de guerre, et l'additif 2, sur la deuxième partie du questionnaire, relative à l'application nationale des principes pertinents du droit international humanitaire. On trouvera dans le présent rapport un résumé des réponses au questionnaire et une analyse, par les auteurs, des questions soulevées dans lesdites réponses. Les auteurs se sont largement inspirés des textes établis par le CICR et le Centre international du déminage humanitaire de Genève, comme des analyses d'autres universitaires. Enfin, les auteurs terminent leur rapport par une section intitulée «Conclusions et recommandations», où ils recommandent plusieurs mesures concrètes que le Groupe d'experts gouvernementaux pourrait prendre pour encourager les États à accorder plus d'importance au grave problème des restes explosifs de guerre.

LE PROBLÈME DES RESTES EXPLOSIFS DE GUERRE

Définition de l'expression «restes explosifs de guerre»

10. Telle qu'elle est employée dans son sens le plus large, l'expression «restes explosifs de guerre» s'entend d'un catalogue de munitions explosives, allant des mines terrestres, des obus d'artillerie, des obus de mortier et des grenades aux munitions en grappe et aux bombes à sous-munitions, qui:

- i) ont été abandonnées;
- ii) n'ont pas explosé comme elles étaient censées le faire;
- iii) sont restées en état de fonctionner pour d'autres raisons.

11. S'il ne sert à rien, à des fins de classification, de faire la distinction entre les différentes manières dont les munitions explosives deviennent des restes explosifs de guerre, il reste que cette distinction a une incidence sur le cadre juridique applicable.

Catégorie I – Munitions explosives abandonnées

12. Aux fins du Protocole V annexé à la Convention⁴, l'expression «munition explosive abandonnée» signifie:

«une munition explosive qui n'a pas été employée dans un conflit armé, qui a été laissée ou mise en décharge par une partie à un conflit armé et qui ne se trouve plus sous le contrôle de la partie qui l'a laissée ou mise en décharge. Une munition explosive abandonnée a pu être amorcée, munie d'un détonateur, armée ou préparée de quelque autre manière pour être employée».

13. Ainsi qu'il est expliqué dans le document CCW/GGE/I/WP.10⁵, les munitions explosives abandonnées iraient des cartouches ou des grenades restées sur le cadavre d'un soldat à des dépôts provisoires abandonnés par des forces effectuant un repli ou en déroute, ou encore aux caches d'armes aménagées dans un site écarté ou secret et non gardé, en vue de leur emploi futur.

14. L'auteur de ce document note qu'il est difficile de repérer de quelconques principes juridiques en vigueur qui auraient une incidence sur la création de restes explosifs de guerre de ce type. L'abandon de munitions (et tous restes explosifs de guerre qui en résulteraient) n'est pas un acte prémédité; en règle générale, il est imputable à une retraite effectuée en toute hâte devant l'adversaire ou dans des circonstances analogues. Le droit international n'interdit pas à un État d'abandonner des munitions explosives et ne peut pas le lui interdire. Tout dispositif juridique mis en place pour régler le problème des restes explosifs de guerre ne pourrait porter que sur les mesures correctives à prendre après le conflit (c'est-à-dire énoncer l'obligation de marquer, puis d'enlever ou de détruire les restes explosifs de guerre, comme le prévoit le Protocole V annexé à la Convention).

Catégorie II – Munitions non explosées

15. Aux fins du Protocole V annexé à la Convention, l'expression «munition non explosée» signifie:

«une munition explosive qui a été amorcée, munie d'un détonateur, armée ou préparée de quelque autre manière pour être employée dans un conflit armé, et qui a été employée dans un conflit armé; elle a pu être tirée, larguée, lancée ou projetée et aurait dû exploser mais ne l'a pas fait».

⁴ Protocole relatif aux restes explosifs de guerre, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), publié sous la cote CCW/MSP/2003/2 et ouvert à la signature le 28 novembre 2003 (n'est pas encore entré en vigueur).

⁵ Christopher Greenwood, QC (Royaume-Uni), *Questions juridiques concernant les restes explosifs de guerre* (CCW/GGE/I/WP.10, 23 mai 2002).

16. Comme l'explique l'auteur du document CCW/GGE/I/WP.10, cette catégorie comprend les bombes ou obus conçus pour exploser à l'impact mais qui n'éclatent pas au moment de leur largage ou de leur lancement. Sont également rangées dans cette catégorie (entre autres) les armes à sous-munitions» (c'est-à-dire les armes qui contiennent de multiples sous-munitions, souvent appelées «bombettes»). La création de ce type de restes explosifs de guerre, sans être non plus préméditée, résulte d'une défaillance partielle ou totale des armes en question.

17. Dès lors que les armes n'ont pas fonctionné comme prévu ou comme elles étaient conçues pour le faire, les principes juridiques internationaux pourraient s'appliquer tant à la création de ce type de restes explosifs de guerre qu'aux mesures à prendre après les conflits. De la sorte, tout dispositif juridique conçu pour régler ce type de problème pourrait être d'une portée plus large que celui qui s'appliquerait aux munitions explosives abandonnées et imposer aux États tout un éventail d'obligations qui, peut-être, atténueraient le risque de voir des munitions explosives ne pas éclater. Les obligations considérées, qui viseraient à empêcher la création de restes explosifs de guerre du fait d'une défaillance des armes, intéresseraient donc tout le cycle des armes, de leur conception et leur fabrication à leur stockage, leur déploiement et leur emploi éventuel.

Catégorie III – Munitions explosives qui restent en état de fonctionner pour d'autres raisons

18. La dernière catégorie de restes explosifs de guerre couvre des munitions explosives qui sont toujours en état de fonctionner (c'est-à-dire qui n'ont pas explosé), non pas en raison d'une défaillance ou de leur abandon, mais parce qu'elles sont destinées à éclater ponctuellement – c'est-à-dire qu'elles sont conçues pour exploser lorsqu'une cible (qu'il s'agisse d'une personne, d'un véhicule ou d'un navire) entre en contact avec elles ou se trouve tout près. Ainsi que l'auteur du document CCW/GGE/I/WP.10 l'explique, à moins d'être enlevées ou neutralisées, les munitions explosives de ce type deviendront elles aussi des restes explosifs de guerre.

19. Cette catégorie de munitions comprend les mines terrestres antivéhicule et antipersonnel, les mines marines, les pièges et d'autres dispositifs analogues. Parce que ces munitions sont précisément censées rester dangereuses pendant longtemps et qu'elles sont conçues pour ce faire, plusieurs régimes juridiques spécifiques ont été établis, qui interdisent complètement ou limitent rigoureusement l'emploi de telles munitions⁶. Du fait que l'emplacement physique précis de ces types de munitions explosives peut souvent être établi avec une plus grande exactitude que ce n'est le cas des restes explosifs de guerre des deux premières catégories, ceux de cette troisième catégorie sont soumis à des dispositifs juridiques plus stricts en ce qui concerne l'enregistrement

⁶ Voir, par exemple, Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (Recueil des traités des Nations Unies, vol. 2056, p. 253), ouverte à la signature le 18 septembre 1997 (entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999) («Convention d'Ottawa»); Convention de La Haye relative à la pose de mines sous-marines automatiques de contact (Convention VIII) (ConTS, vol. 205, p. 331), ouverte à la signature le 18 octobre 1907 (entrée en vigueur le 26 janvier 1910); Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996, annexé à la Convention sur certaines armes classiques (CCW/Conf.I/16 (Part. I)), ouvert à la signature le 3 mai 1996 (entré en vigueur le 3 décembre 1998).

et la communication des renseignements relatifs au marquage, la sensibilisation aux risques et l'enlèvement des restes.

20. Il convient de noter que la définition des restes explosifs de guerre qui figure dans le Protocole V exclut cette catégorie de restes du champ d'application du Protocole – précisément parce que de tels restes sont soumis à d'autres règles juridiques internationales. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il n'est pas fait état dans le présent rapport de la nécessité d'examiner plus avant l'application du droit international humanitaire ou d'autres principes du droit international à cette catégorie précise d'armes, bien que toute appréhension du problème des restes explosifs de guerre qui se voudrait complète doive inclure cette troisième catégorie de munitions explosives qui restent en état de fonctionner. Cette omission délibérée tient compte du champ d'application du Protocole V, énoncé à l'article 2, d'où sont expressément exclus les mines, pièges et autres dispositifs définis dans le Protocole II modifié, annexé à la Convention.

Application des principes du droit international humanitaire aux différentes catégories de restes explosifs de guerre

21. Si les principes du droit international humanitaire intéressent les trois catégories, les obligations qui découlent de l'application de ces principes diffèrent considérablement selon la catégorie de restes explosifs de guerre ou leur forme. Par conséquent, si le droit international humanitaire peut être considéré comme formant un régime juridique unique et primordial en ce qui concerne les restes explosifs de guerre, l'application précise de ce régime devra rester variable et dynamique afin qu'il soit possible de régler les questions juridiques particulières que soulève la gamme déjà large des armes actuellement disponibles, ou que soulèveraient toutes armes susceptibles d'être mises au point à l'avenir.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

22. En conclusion, le Protocole V annexé à la Convention sur certaines armes classiques et les règles existantes du droit international humanitaire sont suffisamment précis et complets pour qu'il soit possible d'apporter une solution appropriée au problème des restes explosifs de guerre, à condition que ces règles soient effectivement appliquées. C'est là une condition importante. Les États qui souhaitent employer des munitions en grappe, par exemple, ne pourront pas se contenter d'affirmer qu'ils les emploient en se conformant aux «principes» généraux du droit international humanitaire – ils devront encore s'attacher véritablement à appliquer effectivement les règles juridiques contraignantes. Les membres de la communauté internationale réclament avec toujours plus d'insistance un contrôle indépendant du choix des armes, du choix des cibles et de la conduite des opérations militaires. En outre, ils sont toujours plus nombreux à s'attendre que les auteurs de violations du droit seront traduits en justice au pénal et que leurs crimes ne resteront pas impunis. Le Groupe d'experts gouvernementaux peut faire beaucoup pour encourager les États parties à la Convention à accorder bien plus d'importance aux obligations qui découlent aujourd'hui pour eux du droit international humanitaire, y compris en prenant des mesures efficaces pour réprimer les violations. Si, après l'adoption du Protocole V, le problème des restes explosifs de guerre ne fait que s'aggraver et menace encore davantage les populations civiles touchées par les conflits armés, nombre de membres de la communauté internationale en tireront sans doute argument pour réclamer une solution plus spécifique et plus fondamentale – y compris, peut-être, une interdiction conventionnelle des munitions en grappe. À charge, donc, aux États qui les emploient de démontrer que de telles armes peuvent être utilisées d'une

manière qui soit conforme aux obligations contraignantes découlant du droit international humanitaire.

23. Les auteurs du présent rapport recommandent au Groupe d'experts gouvernementaux d'envisager les mesures concrètes ci-après, qui pourraient le faire avancer dans ses travaux sur cette question importante.

Recommandation 1: Tous les États parties à la Convention sur certaines armes classiques devraient être encouragés à ratifier au plus vite le Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre.

24. Le Protocole V annexé à la Convention sur certaines armes classiques est le premier instrument multilatéral que la communauté internationale ait conçu pour s'attaquer au problème des restes explosifs de guerre. S'il ne va pas aussi loin que certains États et nombre d'organisations internationales et non gouvernementales le souhaiteraient, cet instrument impose néanmoins des obligations fondamentales aux parties à un conflit armé. Les États parties sont aujourd'hui au nombre de 16 et le Protocole entrera en vigueur six mois après sa ratification par 20 États. La vaste majorité des États parties à la Convention n'ont pas encore déposé d'instruments de ratification. Il conviendrait de redresser cette situation au plus vite.

Recommandation 2: Le Groupe d'experts gouvernementaux devrait continuer d'insister auprès de tous les États parties à la Convention sur l'importance des règles juridiquement contraignantes du droit international humanitaire qui s'appliquent à tous les types d'armes et dans le cas précis des restes explosifs de guerre.

25. Les réponses au questionnaire font apparaître un consensus encourageant entre les États déclarants sur les «principes» généraux du droit international humanitaire qui s'appliquent dans le cas des restes explosifs de guerre. Toutefois, ces mêmes réponses mettent aussi en évidence un manque de compréhension de la différence fondamentale entre un principe général et une règle précise qui est juridiquement contraignante. Toute violation d'une telle règle pourrait entraîner la responsabilité pénale de ses auteurs, qui pourraient être poursuivis. Il est peut-être trop facile pour les États d'affirmer être attachés aux «principes généraux» du droit international humanitaire applicables aux restes explosifs de guerre sans qu'ils mesurent les graves conséquences que pourrait avoir la commission de crimes de guerre, en violation des obligations coutumières ou des obligations juridiques conventionnelles.

26. Puisque seuls 33 États parties à la Convention ont soumis des réponses au questionnaire, le Groupe d'experts gouvernementaux pourrait encourager les États qui ne l'ont pas encore fait à prendre le temps d'établir et de soumettre des réponses écrites. Avec le double de réponses, la répartition géographique des États déclarants serait meilleure, ce qui permettrait des comparaisons plus complètes.

Recommandation 3: Le Groupe d'experts gouvernementaux devrait envisager d'élaborer un ensemble de principes directeurs – qui ne seraient pas juridiquement contraignants – énonçant des «pratiques optimales» en matière d'application des règles pertinentes du droit international humanitaire dans le cas des restes explosifs de guerre.

27. Il ressort des réponses au questionnaire que très peu d'États ont réfléchi de près à la manière d'appliquer concrètement, dans le cas des restes explosifs de guerre, certaines règles telles que la règle de la distinction, l'interdiction des attaques sans discrimination ou la règle de la juste proportion. L'élaboration de principes directeurs n'ayant pas force de loi qui énonceraient les «pratiques optimales» en matière d'application des règles pertinentes du droit international humanitaire pourrait fort bien ouvrir la voie à un plus grand nombre de ratifications du Protocole V ou d'adhésions à cet instrument par les États parties à la Convention et, en outre, aider les États à donner une teneur concrète aux rapports entre les règles pertinentes et contraignantes du droit international humanitaire et les restes explosifs de guerre. De tels principes directeurs ne militeraient pas en faveur d'une interdiction des munitions en grappe, mais pourraient indiquer les pratiques optimales à suivre en matière d'exigences techniques (notamment des taux minimums de fiabilité, ainsi que l'incorporation de mécanismes d'autodésactivation et d'autodestruction) aux fins du respect des règles pertinentes du droit international humanitaire par les États qui entendent continuer à déployer de telles munitions.

Recommandation 4: Le Groupe d'experts gouvernementaux devrait encourager tous les États parties à la Convention qui ne l'ont pas encore fait à mettre sur pied une procédure d'examen de tous les systèmes d'armes nouveaux ou modifiés pour en déterminer la conformité au droit.

28. On suppose souvent à tort que seuls les États parties au Protocole additionnel I aux Conventions de Genève doivent se préoccuper de mettre en place une procédure d'examen de la conformité des armes au droit, au motif que cette obligation découle de l'article 36 dudit Protocole. S'il est vrai que l'exigence énoncée dans lesdites dispositions ne constitue pas une règle contraignante du droit international coutumier, le fait que les États-Unis, sans être parties au Protocole, ont choisi de mettre sur pied une procédure d'examen des armes pour en déterminer la conformité au droit indique néanmoins qu'une telle mesure présente un intérêt dans la pratique. Une procédure officielle d'examen des systèmes d'armes nouveaux ou modifiés à cette fin offre aux États un moyen efficace de mieux s'acquitter des obligations juridiques et internationales qui ont trait aux moyens et méthodes de guerre, lors d'opérations militaires.

29. Nombre d'États parties au Protocole additionnel I n'ont toujours pas adopté de procédure officielle d'examen de la conformité des armes au droit afin de donner effet à l'obligation juridique découlant pour eux de l'article 36, et il conviendrait de les encourager à le faire.

30. L'importance que revêt cette question pour le problème des restes explosifs de guerre a été expliquée ci-dessus. Les États qui participent aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux et qui ont mis en place une procédure d'examen de la conformité des armes au droit pourraient communiquer à d'autres États des renseignements sur la nature d'une telle procédure et peut-être même les décisions prises à l'issue d'une telle procédure, dans la mesure où il ne s'agit pas d'informations confidentielles. Le CICR insiste depuis longtemps sur l'opportunité d'une procédure d'examen de la conformité des armes au droit et prévoit de tenir une réunion d'experts

sur la question en 2006. Le Groupe d'experts gouvernementaux pourrait s'attacher à compléter les travaux du CICR sur la question.

Recommandation 5: Le Groupe d'experts gouvernementaux devrait envisager d'introduire, à titre de mesure de confiance, un système de présentation, par les États, de rapports écrits sur les armes anciennes ou obsolètes qu'ils ont détruites unilatéralement afin de réduire les sources potentielles de restes explosifs de guerre.

31. Tandis qu'ils élaborent des améliorations techniques des armes afin de réduire les risques de les voir devenir des restes explosifs de guerre, les États devraient être encouragés à déclarer les systèmes d'armes anciens ou obsolètes qu'ils ont détruits. Une telle information pourrait renforcer la confiance entre États parties au Protocole V en leur montrant que certains États s'emploient à réduire les sources potentielles de restes explosifs de guerre. Tout en étant entièrement facultative, la communication de cette information pourrait conforter la communauté mondiale dans le sentiment que les États s'efforcent réellement de trouver des moyens de réduire les problèmes posés par les restes explosifs de guerre.

Annexe

Liste des documents de référence

N°	État déclarant	Date de la réponse	Cote ONU du document
1	Royaume-Uni	24 juin 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.1 & Corr.1
2	Canada	29 juin 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.2
3	Pologne	4 juillet 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.3
4	États-Unis	25 juillet 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.4
5	Norvège	29 juillet 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.5
6	Australie	29 juillet 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.6
7	Suède	29 juillet 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.8
8	Allemagne	29 juillet 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.9
9	Argentine	2 août 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.10
10	Pakistan	2 août 2005	Déclaration à la onzième session du Groupe d'experts gouvernementaux
11	Suisse	3 août 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.13
12	Japon	4 août 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.12
13	Autriche	4 août 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.14
14	Nouvelle-Zélande	5 août 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.16 & Corr.1
15	France	11 août 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.17
16	Danemark	17 août 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.18
17	Brésil	12 septembre 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.1 & Corr.1
18	Bélarus	19 octobre 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.2
19	Fédération de Russie	21 octobre 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.3
20	Pays-Bas	7 novembre 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.4
21	Estonie	7 novembre 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.5
22	Belgique	9 novembre 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.6
23	Croatie	11 novembre 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.7
24	Finlande	14 novembre 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.8
25	Chine	15 novembre 2005	Déclaration à la douzième session du Groupe d'experts gouvernementaux
26	Lituanie	22 novembre 2005	CCW/GGE/XI/WG.1/WP.10
27	République de Corée	15 décembre 2005	CCW/GGE/XII/WG.1/WP.14
28	Italie	10 février 2006	CCW/GGE/XIII/WG.1/WP.1
29	République tchèque	10 février 2006	CCW/GGE/XIII/WG.1/WP.2
30	Irlande	10 février 2006	CCW/GGE/XIII/WG.1/WP.3
31	Afrique du Sud	10 février 2006	CCW/GGE/XIII/WG.1/WP.4
32	Mexique	10 février 2006	CCW/GGE/XIII/WG.1/WP.5
33	Portugal	17 février 2006	CCW/GGE/XIII/WG.1/WP.6
